

AMAZONIE BRÉSILIENNE

La fin de la déforestation au Brésil ?

► Un entretien avec René Pocard

Pour la première fois depuis ses débuts dans les années 1960, la déforestation au Brésil pourrait bien toucher à sa fin. Explications avec René Pocard, chercheur du Cirad, installé à Belém, au Brésil.

René Pocard

Géographe et chercheur pour le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) à Belém, au Brésil, où il coordonne des travaux de recherche sur la thématique de la petite agriculture en Amazonie.

Défis Sud : *Quand la déforestation a-t-elle commencé au Brésil ? Quel en a été, en gros, le rythme, et quelle en est l'étendue aujourd'hui ?*

René Pocard : Au sens large, la déforestation au Brésil a commencé avec la colonisation européenne au XVI^e siècle, pour des raisons qui n'ont pas vraiment varié depuis, c'est-à-dire principalement l'élevage et l'extension des terres cultivables. Elle a atteint successivement différents écosystèmes, à commencer par les zones côtières.

Pour parler de l'Amazonie même, on peut dire que la déforestation n'a vraiment démarré que dans les années 1960, qu'elle s'est faite au rythme de 20 000 à 30 000 km² par an et que, depuis, un peu moins du quart de la superficie de l'Amazonie brésilienne (mais c'est à peu près pareil dans les autres pays amazoniens) a disparu. Notons que la destruction de la forêt est surtout concentrée sur « l'arc de déforestation », à savoir la périphérie sud et est du massif amazonien, qui est la plus proche des foyers économiques ou de migration, même si elle présente un caractère disséminé et qu'on trouve aussi des zones déboisées au cœur du bassin.

DS : Quelles sont les causes principales de cette déforestation ? Ont-elles évolué avec le temps ?

RP : Il y a plusieurs niveaux de causes. Le premier est celui des causes structurelles,

qui existent depuis 500 ans, à savoir que le Brésil a toujours été un territoire ouvert et que la frontière agricole fait partie d'un système national consistant à envoyer des migrants toujours plus loin. Ce système est remis en cause aujourd'hui car, pour la première fois, l'espace agricole brésilien est fermé, ou se ferme. Le deuxième niveau de causes est celui des moteurs économiques et fonciers, plus conjoncturel (dépendant des prix des produits agricoles et d'élevage) et variable suivant les régions, celles-ci se spécialisant dans la production de certaines denrées, comme le soja dans le cas du Mato Grosso. Mais, globalement, on peut dire que les causes principales de la déforestation en Amazonie restent l'exploitation de nouvelles terres pour l'élevage et l'agriculture, deux activités qui étaient considérées, dans les années 1960-1970, comme l'unique réponse à la pauvreté pour une partie de la population (qui en même temps allait coloniser, occuper et donc protéger cet immense espace vierge des appétits territoriaux des pays voisins).

« Lula a tout mobilisé pour enrayer le phénomène. »

DS : Quelles autres causes peut-on citer ?

RP : Au rang des causes secondaires, il y a notamment l'exploitation minière ou forestière. Mais elles viennent loin derrière l'élevage et l'agriculture, même si elles amènent une main-d'œuvre salariée qui cherche ensuite à valoriser ses revenus en investissant dans la terre et donc en déboisant à son tour. Tel est un peu le schéma depuis 40 ans : l'avancée d'un rouleau compresseur... qui varie toutefois selon les régions, certaines se dotant plus rapidement que d'autres

[Suite à la page suivante >](#)

> de l'infrastructure (routes, électricité, entrepôts, abattoirs...) nécessaire à un développement du territoire, synonyme de transformation du milieu forestier.

DS: La bonne nouvelle, c'est que la déforestation au Brésil connaît une très nette baisse depuis 2005, diminution que l'on doit aux mesures prises sous le gouvernement Lula.

RP: En effet, la déforestation a chuté ces dernières années, grâce à tout un arsenal réglementaire mis en place par le gouvernement Lula pour faire respecter les lois sur la déforestation et aux mesures prises pour installer un nouveau système de valorisation de la terre ne reposant plus sur le déboisement. Suite à la création de réserves et de parcs nationaux juste au-delà de l'arc de déforestation (stoppant net l'avancée du front pionnier), il y a eu une première diminution drastique en 2005. Celle-ci a été suivie d'une reprise de la déforestation en 2007, résultant non pas d'une nouvelle avancée du front pionnier (rendue impossible par la nouvelle barrière verte) mais de l'intensification de la déforestation par les exploitants (installés en deçà de la barrière) à l'intérieur de leurs lots fonciers.

Lula a alors mobilisé toutes les forces de son gouvernement (en particulier le ministère de la Justice) pour enrayer le phénomène, en lançant toute une série d'opérations « coup de poing » visant à limiter ou empêcher, par une série de contraintes sur le secteur privé et sur la filière bovine, la vente de produits d'origine amazonienne. Parallèlement, les médias nationaux ont commencé à braquer les projecteurs sur l'impact environnemental de toutes les activités en Amazonie, tandis que les grandes ONG, comme Greenpeace et Les Amis de la Terre, multipliaient les rapports alarmants sur la déforestation et le rôle de l'élevage dans celle-ci.

En bref, les grands groupes d'exploitation se sont retrouvés pris entre des contraintes légales fortes et la nécessité de limiter, aux yeux du monde, leur responsabilité dans la déforestation. Et cela a porté ses fruits car, rapidement, ces gros groupes, notamment ceux du secteur de la distribution, se sont effectivement détournés des produits d'origine amazonienne et se sont mis à investir massivement dans la régularisation foncière en

Amazonie, afin de mettre en place tout un pôle d'exploitation « propre », n'entraînant plus de déforestation.

DS: Comment la situation a-t-elle évolué depuis ?

RP: En 2008, la déforestation est repartie à la baisse, et dans une mesure qu'on n'attendait pas car si l'objectif du gouvernement Lula était alors de réduire la surface déboisée annuellement de 30 000 à 5 000 km² d'ici à 2015, on était déjà sous la barre des 5 000 km² en 2009, et la tendance se poursuit. On déboise donc encore, mais beaucoup moins (la diminution est de l'ordre de 80 % !), et il s'agit surtout d'une déforestation résiduelle : les petits paysans, n'ayant pas les moyens d'acheter des engrais chimiques ou organiques, n'ont d'autre choix que de continuer à brûler des arbres pour cultiver sur les cendres, utilisées comme fertilisant pour les cultures.

« L'élevage et l'agriculture : causes principales de la déforestation. »

Cette déforestation résiduelle est sans doute amenée à décroître elle aussi, puis à disparaître, mais pour cela il faut lancer des initiatives ou prendre des mesures pour mieux exploiter, rendre plus productifs les territoires déboisés. Et cela ne s'annonce pas nécessairement simple. Par exemple, on peut citer l'initiative consistant à intégrer agriculture, élevage et forêt, mais elle est coûteuse et nécessite des infrastructures et filières qui n'existent pas partout. Et s'il y a bel et bien des « pôles d'intensification » (de mise en valeur et d'amélioration de la productivité des terres déboisées) çà et là en Amazonie, toutes les exploitations au sein de ces pôles ne sont pas revalorisées, faute de moyens surtout. Bref, pour l'instant, seuls y arrivent les plus gros exploitants ou ceux qui peuvent vendre une partie de leur exploitation pour moderniser l'autre, ou encore les « loueurs de terre » qui ont les moyens d'investir dans la transformation de l'exploitation. Mais cela ne représente guère plus de 1 % des exploitants,

ou 10 % du territoire déboisé... La grande majorité des petits paysans, elle, n'est pas à même de revaloriser les terres, de participer à cette dynamique d'intensification.

DS: Quelle perspective, donc, pour les petits exploitants en Amazonie ?

RP: D'abord il faut préciser que la société brésilienne est en pleine mutation et qu'on est loin du temps où l'agriculture était vue comme la seule alternative à la pauvreté et où, pour répondre à cette pauvreté, on poussait les gens à migrer vers la frontière agricole du pays en leur attribuant des lots fonciers (c'est la réforme agraire des années 1970).

Aujourd'hui le pays, qui est en plein boom économique, génère de nombreux nouveaux emplois dans les villes, qui pourraient offrir une reconversion aux petits paysans d'Amazonie n'ayant pas les moyens de rentabiliser leurs terres sous les nouvelles dispositions légales concernant l'exploitation du territoire amazonien. Certes, ces emplois urbains nécessitent souvent une formation, mais il existe au Brésil tout un processus d'intégration assez exemplaire, qui en tout cas permet aux pauvres de s'en sortir beaucoup mieux que ce que permettait la seule réforme agraire.

La réponse, donc, au problème de la déforestation résiduelle doit tenir compte de cette nouvelle donne, de ce nouvel état de choses. Est-il pertinent de vouloir à tout prix maintenir une agriculture de petite taille sur ces fronts pionniers, isolés et distants, qui provoquent de la déforestation puisque ces petits paysans doivent brûler des arbres pour disposer de fertilisants, alors qu'il existe aujourd'hui d'autres moyens de répondre à la pauvreté, d'autres formes d'intégration dans l'économie et la société ? Sans compter que les descendants des premiers exploitants des années 60 et 70, en particulier les jeunes, aspirent plutôt à la vie citadine, et donc à quitter la terre de leurs parents. Il semble clairement que le modèle est en train de changer, et que seuls resteront ceux qui sont capables de moderniser leur exploitation. Cela va remodeler le système agraire en diminuant la part des petites exploitations. En tout



© Julio Etchart/Panos.

Au Brésil, un homme achève le travail dans une partie brûlée de la forêt amazonienne.

cas, le nouvel arsenal légal en matière d'exploitation forestière va sélectionner les acteurs: d'un côté, les exploitants capables de faire ce saut technique vers des systèmes plus intensifs où l'on pourra renouveler la fertilité du sol autrement qu'en déboisant; et, de l'autre, ceux qui n'y arrivent pas. Il va certes pénaliser les plus petits, mais comme le pays se dote de politiques d'intégration assez efficaces, certains, en tout cas, auront les moyens de rebondir.

DS: Comment voyez-vous l'avenir de l'Amazonie ?

RP: Pour moi, l'Amazonie est la Californie du XXI^e siècle, car ce qui sera précieux dans le monde de demain est particulièrement abondant en Amazonie: l'espace, la biomasse, la biodiversité, l'eau douce... bref, la région dispose d'un potentiel de production et de richesses énorme, qui ne compromet pas nécessairement l'écologie

du bassin car les bases de protection de l'environnement sont désormais jetées et, je pense, solides, car elles ont été appropriées par le secteur privé.

« L'exploitation minière est une cause secondaire. »

Je vois un développement de la région reposant surtout sur les zones déjà déboisées, couplé à une exploitation durable du reste de la forêt (hors parcs et zones protégées). En revanche, la couverture forestière des autres pays du continent me paraît plus menacée car il n'y a pas, dans ces pays, tout cet arsenal légal, ni cette volonté du secteur privé d'en finir avec la déforestation.

DS: Un mot sur Belo Monte ?

RP: La construction de ce barrage est un peu une fatalité, même si son impact environnemental n'est, à mon avis, pas aussi grand qu'on le dit. Quoiqu'il en soit le Brésil a un déficit électrique important, et comme il n'a pas retenu l'option du nucléaire ni celle – très polluante – du pétrole pour produire de l'électricité, il se tourne vers le gigantesque potentiel hydroélectrique de l'Amazonie, qui présente l'avantage d'être économe d'un point de vue environnemental car le bassin amazonien, de par sa nature, permet de ne pas inonder de trop grandes surfaces pour produire beaucoup d'électricité.

En bref, le rapport surface/production y est particulièrement avantageux, et ne pas mettre en valeur ce potentiel serait un luxe que le pays ne peut guère s'offrir. ■

Propos recueillis par Emmanuel Juste